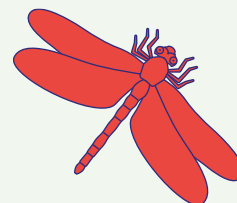


Synthèse Forums ouverts

1^{er} octobre 2022



Contexte	3
Portrait de la participation	4
Quelle(s) vision(s) transfrontalière(s) du territoire ?	5
Synthèse thématique	7
① Habiter et vivre ensemble	7
② S'alimenter	10
③ Produire et consommer	12
④ Se déplacer	14
⑤ La nature et le paysage	16
⑥ Autres thèmes	18

CONTEXTE

Grand Genève en transition et vision territoriale transfrontalière

À quoi devront ressembler nos modes de vies, nos déplacements, nos logements, nos loisirs ou encore nos emplois, afin d'inscrire la qualité de vie, la neutralité carbone, la résilience, l'atténuation des effets des changements climatiques et la protection de la biodiversité comme objectifs pérennes pour la planification de notre territoire ?

Afin d'imaginer et de mettre en œuvre ce territoire de demain au regard de la transition écologique, les partenaires du Grand Genève collaborent ensemble à travers la démarche de participation citoyenne Grand Genève en transition. Les contributions issues de ce travail citoyen se concrétiseront dans les différents documents de planification des partenaires, qui composent l'agglomération du Grand Genève: Canton de Genève, Pôle métropolitain du Genevois Français et Région de Nyon.

Parallèlement, les partenaires genevois, vaudois et français élaborent ensemble la Vision territoriale transfrontalière. Cette démarche qui réunit élues et élus, techniciennes et techniciens, ainsi que société civile, doit aboutir à un projet de territoire partagé à l'échelle de cette agglomération d'un million de personnes.

L'objectif de ces deux démarches complémentaires est d'inscrire la transition écologique du territoire dans la durée, en faisant dialoguer l'expérience et les aspirations des habitantes et habitants avec la construction progressive d'une vision transfrontalière partagée, qui alimentera les prochaines planifications territoriales.

Le samedi qui peut tout changer

Dans le cadre de Grand Genève en transition et de la Vision territoriale transfrontalière, huit forums ouverts se sont tenus le samedi 1er octobre 2022 dans différents lieux du Grand Genève: Gland, Genève, Onex, Thônex, Collonge-Bellerive, Valsershône, Machilly, La Roche-sur-Foron.

L'objectif: permettre et encourager les habitantes et habitants à partager leurs modes de vie, leur expérience du territoire et à faire émerger les thématiques clés de la transition écologique et des premières pistes d'action à mettre en place sur le territoire de l'agglomération.

Les constats et pistes d'actions qui font l'objet de cette synthèse nourriront la réflexion des acteurs du territoire dans l'élaboration de cahiers de la transition lancés en octobre 2022. Ces cahiers de la transition ainsi que les éléments de cette synthèse

constituent également une base de travail pour des ateliers citoyens organisés sur différents lieux du Grand Genève en novembre 2022, s'inscrivant dans une démarche à plus long terme de concertation des actrices et acteurs du territoire.

Cette dynamique de concertation multi-acteurs a pour ambition de nourrir l'élaboration des politiques publiques au sein du Grand Genève. Une vision commune, qui se traduira en mesures coordonnées et concrètes de planification et d'aménagement du territoire, répondant aux défis de la transition écologique, en concertation avec ses habitants et usagers et dans le respect de sa diversité et de ses spécificités.

PORTRAIT DE LA PARTICIPATION

La participation aux forums ouverts était ouverte à tous et toutes, sur inscription via le site internet de Grand Genève en transition¹.

Genève	45 participants
Onex	22 participants
Thônex	8 participants
Collonge-Bellerive	10 participants
Gland	12 participants
Valserhône	17 participants
La Roche-sur-Foron	16 participants
Machilly	4 participants

Total = 134 participants, sur 203 inscrits

Qui était présent ?

Dans les huit forums ouverts, une grande majorité de participantes et participants avaient déjà un intérêt préalable sur les sujets de transition écologique à travers un fort engagement au sein de forums d'agglomération, associations, communes, collectifs d'habitants...

Peu de jeunes se sont mobilisés lors des forums et la participation en milieu rural a été moindre par rapport aux forums qui se sont tenus en ville de Genève

¹ <https://www.grand-geneve-en-transition.org/>

QUELLE(S) VISION(S) TRANSFRONTALIÈRE(S) DU TERRITOIRE ?

Au-delà des thèmes abordés, des aspirations transversales se dégagent pour dessiner le futur d'un territoire transfrontalier en transition.

La transition écologique, un enjeu qui rassemble

L'ensemble du territoire est concerné par les défis de la transition écologique. Cet enjeu est en soi une préoccupation transfrontalière, une invitation à dépasser les clivages et une opportunité pour rapprocher les habitantes et habitants au-delà des frontières. À ce titre, encourager l'expérimentation commune du territoire et le dialogue citoyen transfrontalier sont des réflexions à creuser.

Une gouvernance transfrontalière de la transition écologique - Un Grand Genève décisionnaire

La décentralisation à Genève et la centralisation en France rendent les prises de décision complexes même à une échelle locale. Au regard des enjeux écologiques et des aspirations citoyennes (transports, habitat et énergie), la réponse des pouvoirs publics doit être coordonnée à l'échelle transfrontalière, au niveau du Grand Genève. Et une plus grande collaboration entre représentantes et représentants politiques français et suisses contribuerait à cette « cohérence transfrontalière » souhaitée. Le Grand Genève aurait ainsi un véritable pouvoir décisionnaire et pourrait étendre son champ d'action.

Le patrimoine naturel du Grand Genève, un bien commun à préserver au-delà des frontières

La nature et la biodiversité du Grand Genève est une fierté : espaces et parcs naturels, courts d'eau, grands arbres... La richesse du territoire est perçue comme un bien commun et le Rhône en est le symbole. Valoriser, reconnaître juridiquement le fleuve est une aspiration qui dépasse les frontières. Que l'on soit en ville ou dans les territoires ruraux, la nature est perçue comme un patrimoine à préserver et comme un vecteur de lien social (jardins/potagers partagés).

Le Grand Genève, un territoire « autosuffisant » ?

Une autre aspiration largement partagée au travers de beaucoup de thèmes (économie, énergie, alimentation, production-consommation) est la volonté d'une plus grande autonomie. Résilience, suffisance, autosuffisance... sont des mots qui reviennent régulièrement pour dessiner le futur d'un territoire plus sobre : soutien à la production locale, une agriculture plus responsable, une économie plus vertueuse (circuits-courts, économie sociale et solidaire), une énergie produite et consommée sur le territoire, etc.

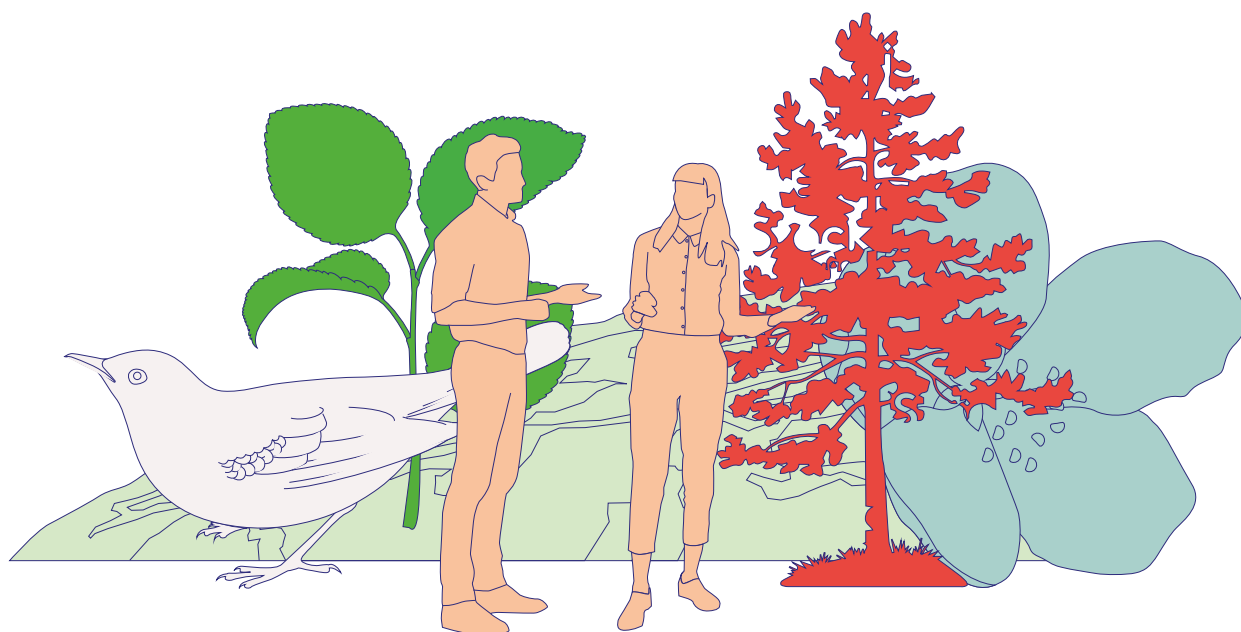
Mieux répartir l'attractivité pour lutter contre les inégalités économiques et sociales

De nombreuses personnes travaillant à Genève n'arrivent pas à s'y loger. Elles sont contraintes d'habiter en France, ce qui crée des cités dortoirs. L'inégalité fiscale est présente dans les territoires selon que les frontaliers travaillent dans le canton de Vaud ou le canton de Genève. Un des freins unanimement soulevés est la différence de salaires et de niveaux de vie entre la France et la Suisse, ce qui entraîne notamment la sur-attractivité du canton de Genève comme centre économique. L'aspiration est donc de mieux répartir l'attractivité économique (mais aussi culturelle) sur les territoires voisins et de relocaliser les activités professionnelles à la frontière française, pour contribuer aussi à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Le Grand Genève deviendrait une aire métropolitaine polycentrique autour de plus petits bassins de vie, ce qui favoriserait les flux et les échanges entre les autres pôles d'attractivité.

Et si le « bien-être » territorial du Grand Genève était mesuré ?

À l'occasion des confinements, des réflexions individuelles et collectives ont été menées sur la perception du bien-être par les habitantes et habitants du territoire. La privation du lien social et de la mobilité a été beaucoup interrogée. Plusieurs pistes ont émergé comme la création d'indicateurs alternatifs au PIB pour orienter les politiques publiques. Une action intéressante à reprendre à l'échelle du Grand Genève: Comment mesurer les activités autres qu'économiques? Comment sortir du modèle consumériste et capitaliste? Quels indicateurs alternatifs? Des initiatives citoyennes transfrontalières, des enquêtes, des conventions citoyennes pourraient permettre de co-construire ces nouveaux indicateurs pour que ces derniers correspondent mieux aux aspirations des habitantes et habitants.



SYNTHÈSE THÉMATIQUE

① Habiter et vivre ensemble

Sujets clés

- Transition énergétique
- Engagement citoyen et lien social
- Immobilier et accès au logement
- Inégalités économiques et sociales

Constats, ambitions et blocages

Les participantes et participants aux forums ouverts reconnaissent l'importance de conserver le lien social par l'engagement au sein d'associations et de la vie de quartier, grâce aux commerces de proximité et aux espaces partagés (potagers collectifs, etc.), particulièrement dans les nouveaux quartiers. Une priorité doit être donnée aux questions de transition écologique sur le territoire, et cela grâce à des lieux de rencontre où jeunes, familles, habitants, travailleurs, retraités peuvent se retrouver et communiquer et apprendre sur les sujets liés à la transition écologique.

Une ambition particulière concernant les démarches participatives est au centre des préoccupations. Les participants souhaitent que ces démarches continuent à avoir lieu (principalement à Genève) et se multiplient (dans le reste du territoire) pour avoir une influence réelle sur la planification et les processus de prise de décision politique. Toutefois, des limites à la participation existent à cause des clivages sociaux qui caractérisent le territoire (inégalités de revenus, langues, éloignement social et géographique), et particulièrement au sujet de la transition écologique qui ne constitue pas nécessairement une priorité pour les populations les plus éloignées des processus délibératifs et de la prise de décision politique.

La pression immobilière dans la région étant très forte, la spéculation foncière est un sujet récurrent discuté lors des forums ouverts: Quelle

densification? Quelle intégration paysagère? Quelle inclusion sociale? Les participants apportent une attention particulière à l'accessibilité pour l'ensemble des habitants du territoire à des logements abordables, de qualité et efficaces énergétiquement, tout en soulignant la nécessité de limiter l'étalement urbain afin de préserver les territoires naturels. L'idée de ne pas construire de nouveaux bâtiments mais de se concentrer sur l'existant et la rénovation ressort également. Pour les territoires situés dans le Genevois français (et notamment La Roche-sur-Foron), il y a une nécessité de développer des logements pour les travailleurs locaux (non-frontaliers), abordables et accessibles en transports en commun.

Lorsqu'il s'agit de la transition énergétique au sens large, constat est fait des difficultés de coordonner deux territoires distincts France/Suisse dus à leurs spécificités nationales et régionales. Les participants aimeraient voir une réelle politique concertée à l'échelle du Grand Genève pour assurer une transition énergétique juste et pertinente.

Dans plusieurs forums ouverts, la nécessité de préserver le patrimoine historique pour sa qualité architecturale et d'améliorer son accessibilité sont des points importants.

L'amélioration du niveau de mixité sociale en créant des lieux pour la jeunesse et les familles et en améliorant l'offre d'activités culturelles et sportives sur l'ensemble du territoire est un enjeu majeur. Pour les participants, l'équilibre travail, habitat, loisir doit être une priorité, tout en renforçant la diversité et l'inclusion sociale. Le territoire doit être un espace d'expérimentation et d'innovation.

L'aspect transfrontalier du territoire est soulevé comme un vecteur d'inégalités économiques et sociales du fait des caractéristiques très différentes entre les situations sociales et d'emploi en France et

en Suisse. Les participants constatent un manque d'emploi dans la région du Genevois français. Cette situation qui favorise le travail transfrontalier pour une certaine partie de la population, suscite également des situations précaires et une dynamique d'exclusion sociale pour une autre partie de la population.

Les participants ont mentionné à plusieurs reprises et dans plusieurs territoires le fait d'être dérangés par la pollution sonore et atmosphérique liée à l'aéroport.

Leviers identifiés

Pouvoirs publics: S'appuyer sur les institutions en tant que garantes de la responsabilisation, de l'information et de l'éducation au sujet de la transition écologique, mais aussi en tant que garantes du résultat des initiatives lancées dans le cadre de la vision territoriale transfrontalière.

Pistes d'action

Logement et habitat

- Améliorer l'offre de logement par la création de coopératives d'habitation et la diversification des bénéficiaires (logements subventionnés intergénérationnels et interculturels).
- Optimiser l'isolation thermique et phonique des bâtiments pour des constructions plus efficaces.
- Transformer les espaces de bureaux inoccupés en espaces d'habitat.
- La construction de nouveaux quartiers devra faire état d'un critère « Eco-quartier » obligatoire.

Participation citoyenne

- Repenser la stratégie de mobilisation pour les démarches participatives afin d'atteindre plus de diversité et de mixité sociale.
- Créer dans les territoires des maisons citoyennes et lieux associatifs pour favoriser les discussions autour d'enjeux tels que la transition écologique.

Accompagnement à l'emploi, à la formation, et accès à la culture

- Créer des structures de formation et d'emploi pour les jeunes peu qualifiés afin de favoriser leur intégration sur le marché du travail et leur assurer un niveau de vie décent. Cela peut passer par des schémas d'accompagnement individualisés, et éventuellement créer davantage d'emplois dans le domaine de la transition écologique.
- Développer une offre d'activités culturelles et sportives à l'échelle transfrontalière, pour toutes les générations.

Planification et aménagement du territoire

- Améliorer la cohésion de la planification du territoire entre la France et la Suisse, notamment grâce à un cahier des charges « objectifs environnementaux » pour toutes les activités économiques sur le territoire entier.
- Lancer une réflexion sur l'organisation de la ville: une ville pour y faire des bêtises, encourager la bienveillance collective, trottoirs traversants, pour un meilleur équilibre travail / habitat / loisirs.

Transition énergétique

- Diffuser davantage d'information sur la qualité de la consommation d'énergie globale, locale et individuelle dans un but d'optimisation.
- Créer une instance transfrontalière de l'énergie qui assurerait la gestion des subventions locales pour la transition énergétique.
- Rendre les bâtiments plus autonomes énergétiquement et associer les habitants à la programmation: Eco-quartiers.

Spécificités territoriales

À Genève

préserver l'aspect cosmopolite du territoire, la mixité et le vivre ensemble qui le caractérise.

À Machilly

mettre en place une « indemnité de cherté de vie » pour faire face au coût de la vie dans la région. Dans cette même dynamique, les participants souhaitent que le plafond pour les loyers soit préservé. Cet élément rejoint le constat des participants au forum d'Onex qui souhaitent préserver des loyers « raisonnables ».

À Valserhône

nécessité de réemploi des zones de friches urbaines, qu'ils qualifient de « biens communs ».

À Onex et Valserhône

l'aspect transfrontalier du territoire ressort comme un enjeu majeur dans le cadre du « vivre ensemble ». Les différences de revenus entre la France et la Suisse créent des inégalités sociales et économiques profondes au sein de la population du Grand Genève.

La piste d'action concernant la diffusion de l'information sur la qualité de la consommation énergétique globale, locale et individuelle a été mentionnée par les participants au forum ouvert de Gland.

À Thônex

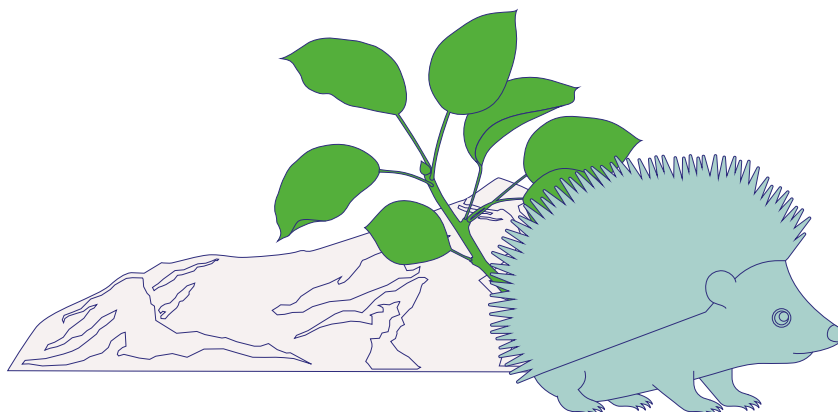
la problématique de la sécurité dans l'espace public et davantage de mesures afin de renforcer le système de justice pour permettre une meilleure appropriation citoyenne du territoire. Un élément que l'on retrouve brièvement dans les contributions des participants au forum d'Onex.

À Collonge-Bellerive

l'importance de favoriser l'engagement associatif et notamment grâce à l'initiative des employeurs qui, selon eux, pourraient dédier 1 à 2 heures de temps rémunéré dans la semaine pour l'engagement associatif de leurs employés.

À la Roche-sur-Foron

les participants souhaitent développer l'autonomie des départements de la Haute-Savoie et de l'Ain pour une meilleure indépendance énergétique et alimentaire.



SYNTHÈSE THÉMATIQUE

② S'alimenter

Sujets clés

- Résilience alimentaire du territoire : autosuffisance, suffisance, autonomie
- Transformer la ville pour y intégrer l'agriculture
- Sujet connexe : le travail de la terre comme vecteur de lien social
- Un horizon ? Une Europe avec une politique agricole commune (PAC) agro-écologique et sociale

Constats, ambitions et blocages

Combien d'hectares sont dédiés à l'exploitation agricole dans le Grand Genève ? (Question posée lors d'un Forum)

L'image du territoire est celui d'un territoire avec une richesse agricole. Mais le sentiment partagé est que le système capitaliste et son agriculture intensive ont entraîné un appauvrissement des sols (trop de monocultures, trop de consommation de viande, trop de pesticides) et un appauvrissement économique (les producteurs ne vivent pas bien de leur travail et subissent le stress des défis écologiques). La pression sur les sols est jugée trop forte et l'accroissement de la démographie fait craindre, par conséquent, une augmentation des besoins. Il est temps de préserver les terres arables.

Consommer des produits locaux et de saison est complexe (cf. thématique « consommer et produire » ci-dessous) et l'offre sur les petits marchés est onéreuse. L'autre crainte est que la charge de l'alimentation dans le panier des ménages ne s'alourdisse encore.

Leviers identifiés

- **Le local**, une richesse et une opportunité : s'appuyer sur les savoir-faire locaux (permaculture, fermes aquaponiques, agriculture bio), s'inspirer des « gardiens de semence » (personnes qui sèment, récoltent et partagent leurs semences de plantes comestibles ou médicinales adaptées à la région, goûteuses et faciles à cultiver), redonner du « pouvoir d'achat local » et soutenir la production et agriculture locales.
- **L'éducation** à une alimentation saine (préparation et conservation) et l'information sur les circuits courts.

Pistes d'action

Autosuffisance

- Viser le 80 % d'indépendance
- Disposer de semences reproductibles

Agriculture urbaine

- Intégrer l'agriculture dans le bâti
- Création de petits potagers communs en ville (autour des immeubles) au lieu de surfaces vertes non utilisées sauf pour isoler des voisins

Produire et consommer localement

- Soutien aux épiceries locales, participatives et durables (circuits courts)
- Améliorer l'accessibilité aux réseaux de paniers locaux (AMAP) (horaires, communication) et créer un réseau plus large et plus proche : chaque 10 km, au moins une fois par semaine pour un ménage

- Privilégier l'agriculture locale et bio pour encourager les circuits-courts (maraîchages) (NB: le souhait de plus de circuits courts est également développé dans la thématique « produire et consommer »), mieux rémunérer les producteurs, aide à l'installation (maraîchers), aider les paysans dans leur transition
- Préserver le GRTA (Genève Région - Terre d'Avenir)
- Soutenir les producteurs locaux: développer et subventionner la production locale, installation de maraîchers locaux, marché local, installations de points de vente de proximité, relocaliser (emplois agricoles)
- Taxer les produits importés (redistribution en faveur des ménages modestes pour acheter des produits locaux)
- Produire tous les types de produits sur le territoire (attention café, chocolat)

Promouvoir une alimentation saine, accessible à tous

- Subventions publiques pour des prix abordables pour tous
- Supprimer la publicité pour les fast-foods et les produits de malbouffe
- Mettre l'éducation à une alimentation saine dans le programme scolaire du secondaire (cycle d'orientation), pas seulement 6 mois dans un parcours scolaire
- Cours offerts de cuisine à la population

Une alimentation au service de la transition écologique

- Encourager la baisse de la consommation de viande
- Faire pression sur les grands distributeurs, développer zones franches
- Stop aux déchets alimentaires végétaux dans les poubelles

Spécificités territoriales

La volonté de potagers partagés et d'intégration de l'agriculture dans le bâti est un souhait exprimé par les participantes et participants du forum de Genève. Il est intéressant de noter que l'aspiration à des « jardins partagés » pour cultiver fruits et légumes et responsabiliser les habitantes et habitants a été également formulée à Machilly, Valserhône, Thônex, Collonge-Bellerive et la Roche-sur-Foron. Il en va de même pour l'appel à encourager les circuits courts (qu'il s'agisse de participer à une économie plus vertueuse et locale ou d'aller vers une alimentation saine) exprimé aussi bien à Genève, Machilly, Valserhône, Onex et Gland. L'expression d'une plus grande « autosuffisance » pour moins dépendre de facteurs extérieurs (dépendance vis-à-vis d'autres pays et menace du climat) et pour valoriser les producteurs locaux est générale à tous les forums.

Le Grand Genève est clairement identifié comme un acteur pouvant inciter les producteurs à s'installer sur le territoire (aides financières, mise à disposition de terrains), mais aussi pour créer ces espaces de lien social qui permettront d'approcher une « autosuffisance » alimentaire. L'échelle de la commune est aussi considérée comme indispensable dans ce soutien (La Roche-sur-Foron).

SYNTHÈSE THÉMATIQUE

③ Produire et consommer

Sujets clés

- Réflexion sur le modèle économique, lutter contre la surconsommation et le gaspillage
- Produire et consommer moins et mieux
- Trier et valoriser les déchets
- L'économie circulaire et les circuits courts
- La sobriété et la diversification énergétique

Constats, ambitions et blocages

Aujourd'hui, il y a une surconsommation des ressources naturelles et une détérioration de l'environnement. De manière générale, il semble important d'engager une réflexion sur le modèle économique, la surconsommation et ce qui est vraiment nécessaire. Le modèle économique actuel est trop polluant et dépendant de l'extérieur, basé sur une logique financière mondialisée du profit à tout prix et tablant sur un accès à des ressources énergétiques infinies. Celui-ci pousse toujours davantage à la consommation. Selon les participants, l'accent est mis sur la liberté des individus et des entreprises plutôt que le collectif et les générations futures.

Il y a une forte aspiration à changer de mentalité, à produire et consommer moins et mieux, à moins gaspiller (notamment dans l'alimentation). Il faudrait éviter que la sobriété soit vue comme un sacrifice mais plutôt comme une consommation en conscience car les ressources sont limitées. «En somme, viser une économie locale, verte et bienheureuse pour finalement transformer le produit national brut en bonheur national brut.» Ne pas manquer de ressources et conserver une diversité d'activités économiques permet également de garantir l'attractivité du territoire.

Moins consommer, c'est aussi produire moins de déchets. Les participants constatent que l'offre de recyclage et de tri est suffisante, il existe bon nombre de points de collecte dans l'agglomération.

Les participants aspirent à une production alimentaire locale et de saison, en favorisant les artisans et producteurs locaux, les circuits courts, l'économie circulaire. Par ailleurs, certains projets d'économie circulaire existent mais ne sont pas connus et n'arrivent pas à se déployer.

Un territoire qui produit moins et mieux, c'est également en termes énergétiques. Les participants aspirent à diversifier la production d'énergies.

Leviers identifiés

- Favoriser ce qui existe déjà au niveau de la production locale et la faire connaître
- Aider les secteurs à réduire leur consommation par des subventions

Pistes d'action

Recyclage, gestion des déchets et seconde vie des produits

- Assurer la récupération des plastiques (consignes)
- Mettre en place une bibliothèque d'objets / Repair Café (Valserhone): soit dans un grand local central ou les personnes paient un abonnement soit dans un mini local par immeuble/localité, ce qui faciliterait l'usage et impliquerait moins de déplacements
- Interdire les doubles emballages
- Transformer les déchèteries en atelier de réparation, de formation et de réintégration sociale, ressourceries
- Favoriser le commerce de seconde main (vêtements, meubles, vélos, matériel sportif)

Produire et consommer localement

- Mettre la pression sur les grands distributeurs pour privilégier le local
- Travailler l'identité « Made in Léman »
- Aider les relances des productions locales
- Soutenir les coopératives (d'habitation, d'achat) qui sont capables de transformer l'économie. Il s'agirait de les soutenir, en facilitant leur travail de lobbying capable d'agir contre les entreprises.

Un territoire résilient face au changement climatique

- Renoncer aux labours (oxygène qui arrive dans la terre et engendre du CO2, en supprimant le labour cela empêche le CO2 de sortir), cela permet de conserver les terres agricoles, ces cultures vont mieux résister que les autres à la sécheresse

Changer nos modes de consommation

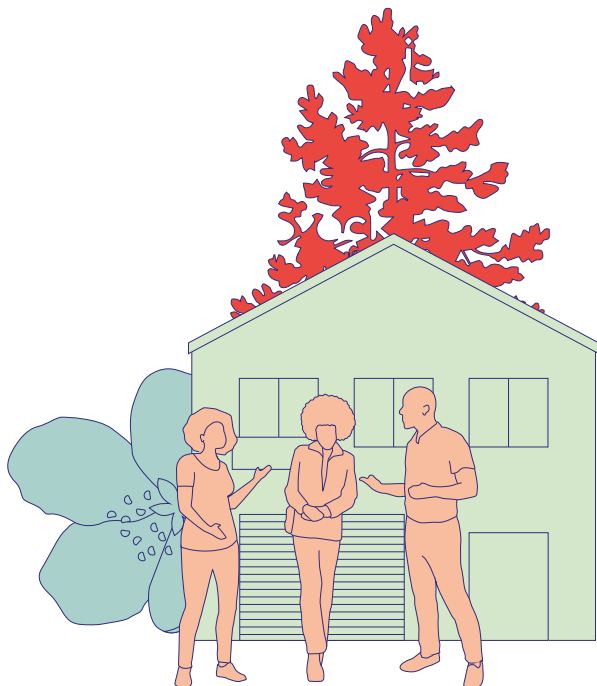
- Arrêter de construire des nouveaux centres commerciaux (par exemple à Ferney, St Genis, Val Thoiry)
- Réduire l'éclairage public nocturne
- Réduire la publicité dans l'espace public

Vers davantage de responsabilité individuelle et collective

- Instaurer un score CO2 et un score réparabilité
- Mettre en place des critères d'évaluation et de contrôle du public et du privé en termes d'impact environnemental
- Mettre en œuvre un budget écologique ou carbone par personne : la consommation actuelle est de 10 tonnes par habitant par an, et l'objectif à atteindre est 1 tonne en 2050. Chaque année il y aurait donc un objectif de réduction à atteindre, un nombre de tonnes à réduire par an. Il s'agirait de soutenir les personnes en-dessous du seuil annuel et de taxer les personnes au-dessus du seuil.
- Mettre en place un outil de mesure d'impact : il est très important que les individus se mobilisent et aient un outil pour mesurer leur impact individuel (si j'achète tel produit plutôt qu'un autre, si je prends le train plutôt que l'avion). Mais toute la responsabilité n'incombe pas aux individus, le cadre doit être transformé, en mettant la pression sur les entreprises pour qu'elles cessent de produire des biens non durables.

Spécificités territoriales

À Collonge-Bellerive, les participants ont soulevé que le changement de paradigme sur la consommation passe par l'implication de tous les acteurs du territoire, notamment les entreprises. Les participants souhaitent qu'elles soient plus vertueuses en termes d'impact environnemental. Il faut les accompagner dans leur transition, par des formations, des mesures incitatives (subventions, avantages fiscaux) pour qu'elles transforment leurs pratiques.



SYNTHÈSE THÉMATIQUE

④ Se déplacer

Sujets clés

- Développer davantage l'offre de transports en commun
- Mettre à disposition une offre de flotte partagée
- Rendre l'usage du vélo plus accessible

Constats, ambitions et blocages

Le sujet des déplacements, et notamment la question de l'alternative à la voiture individuelle a été posée dans tous les forums du territoire. Les participants l'identifient comme un sujet clé pour la transition et comme un levier d'action efficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

S'ils s'accordent à dire que le réseau de transports est efficace (de trains particulièrement), notamment lorsqu'il s'agit de relier les grandes agglomérations, ils souhaitent développer davantage les alternatives à la voiture, pour qu'elles soient efficaces, abordables et durables pour toute la population (notamment l'amélioration ou la prolongation des pistes cyclables existantes).

Les participants relèvent en effet un manque de transports en commun du côté français, et dans les petites agglomérations, et des prix trop élevés.

Concernant la pratique du vélo, les participants remarquent un manque de continuité et de sécurité des pistes cyclables. Pourtant, ils notent que le vélo devient un mode de déplacement à part entière, face aux moyens motorisés qui ont été trop longtemps prioritaires. L'ambition est d'équiper le territoire avec davantage d'infrastructures permettant la pratique sécuritaire et continue du vélo.

Concernant les déplacements de professionnels, les participants notent que beaucoup de véhicules lourds causent des problèmes de pollution, d'encombrement, et d'usure de routes.

Pistes d'action

Améliorer l'offre de transport et les infrastructures actuelles

- Augmenter l'offre de flotte partagée (vélos, voitures...) sur le modèle de mobility
- Étendre les lignes de transports et de tram
- Augmenter la fréquence horaire des transports en commun existants
- Avoir des trains plus grands (duplex), et des bus doubles articulés
- Rationnaliser le réseau des transports publics (ne pas multiplier les lignes dans l'hypercentre, éloigner les arrêts les uns des autres)
- Améliorer les infrastructures vélo : une meilleure signalisation des pistes, plus de parking ou garages sécurisés
- Prolonger les pistes cyclables existantes
- Étendre le réseau Géovélo

Multimodalité et coopération transfrontalière en matière de transports

- Développer les pôles multimodaux de transports
- Avoir une meilleure collaboration et plus d'entente entre les deux pays sur l'offre de transports
- Développer une application de mobilité entre France et Suisse
- Penser davantage de synergies des transports en commun et des mobilités douces : faire circuler sur un même axe voitures et transports en commun

Multimodalité et coopération transfrontalière en matière de transports

- Développer les pôles multimodaux de transports
- Avoir une meilleure collaboration et plus d'entente entre les deux pays sur l'offre de transports
- Développer une application de mobilité entre France et Suisse
- Penser davantage de synergies des transports en commun et des mobilités douces : faire circuler sur un même axe voitures et transports en commun

Des transports publics accessibles à tous

- Gratuité des transports publics
- Améliorer l'équité dans la tarification des transports en la modulant en fonction des situations socio-économiques de chaque usager, voir rendre gratuit les transports en commun

Des modes de transports adaptés aux professionnels

- Développer les plans de mobilités des entreprises
- Adapter le type de véhicule et la taille à l'activité
- Créer un système de dépôt / stockage pour permettre l'utilisation de véhicules moins lourds
- Favoriser le parcage pour les véhicules légers

La planification urbaine au service de la transition écologique

- Donner la priorité aux vélos dans l'espace public
- Questionner les plans d'aménagement des régions en fonction de leur accessibilité : Comment accéder aux nouveaux bâtiments de façon douce et durable ?
- Mener une analyse sur l'ensemble du territoire concernant les déplacements fréquents, afin d'améliorer la planification des espaces de circulation
- Avoir un « monsieur vélo » : un responsable au niveau du Canton ou de Grand Genève
- Convertir les routes en voies vertes
- Mettre en place un système de compensation : 1 axe rapide / 2 axes propres en favorisant la multimodalité

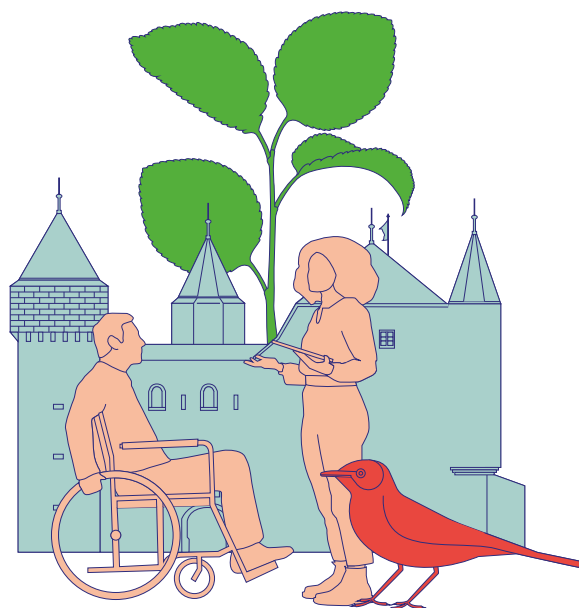
Limiter l'impact des véhicules personnels

- Etablir un péage urbain
- Inciter le co-voiturage
- Construire davantage de zones P+R
- Légiférer pour rendre les zones de P+R obligatoires afin de limiter la circulation en ville
- Instaurer des parkings d'entreprise payants
- Favoriser et sensibiliser aux modes de vie plus actifs (le vélo, la marche à pied)

Spécificités territoriales

Dans les territoires ruraux, notamment à Valsérhône, les participants soulèvent le problème du « dernier kilomètre » : les transports en commun permettent de se rendre dans le centre-ville, ou à des points clés du territoire, mais ne permettent pas de parcourir le dernier kilomètre, ce qui favorise la voiture, par soucis de simplicité. Une participante note, en effet, dans ce forum que l'abandon de la voiture individuelle en zone rurale est très compliqué pour ces raisons. À Thônex, les participants mentionnent les nuisances sonores liées à des rodéos urbains nocturnes.

À la Roche-sur-Foron, les participants recommandent de mener une analyse des déplacements fréquents afin de définir les axes prioritaires à construire et développer. L'idée que le système sanctionne les personnes qui se déplacent de manière propre est présente.



SYNTHÈSE THÉMATIQUE

⑤ La nature et le paysage

Sujets clés

- Préservation de la nature et de la biodiversité (faune et flore) en ville comme à la campagne (préservation des sols)
- Le Rhône, un espace à part, une « personnalité » à reconnaître ?
- L'équilibre entre nature et ville / entre l'activité humaine et la nature

Constats, ambitions et blocages

Le territoire possède de nombreuses forêts, cours d'eau, espaces et parcs naturels. Les citoyens ont très largement partagé la chance (et la fierté) de posséder un tel patrimoine mais aussi l'urgence à le protéger qu'il s'agisse des forêts, des cours d'eau et des rives du lac. Ces espaces naturels sont considérés comme un espace nourricier et un bien commun. Le fleuve du Rhône a été un point d'attention particulier. Méconnu pour certains, le cours d'eau subit beaucoup de l'activité humaine et il y a urgence à la préserver. C'est aussi changer de paradigme en donnant sa juste place au vivant.

Dans les zones rurales, l'agriculture doit utiliser moins d'engrais azotés et de pesticides, se tourner vers le bio pour préserver les sols (cf. la thématique « S'alimenter »). En ville, il semble urgent de moins construire, de sanctuariser les zones non bâties et de verdir les zones urbanisées.

Leviers identifiés

(ici qui existent et qu'il faudrait multiplier)

- Les bassins de rétention des eaux fluviales et les trames noires (NB: corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes).

Pistes d'action

Des villes respectueuses de l'environnement et résilientes au changement climatique

- Augmenter la perméabilité des sols (débétonner)
- Verdir les centres-villes: végétaliser toits et façades et créer de nouveaux espaces verts (en ville et dans les écoles), tels que potagers, plantation d'arbres fruitiers, de fleurs
- Installer des nichoirs, ruches en ville
- Légiférer sur la végétalisation
- S'inspirer des bonnes pratiques ailleurs: Suède, Amsterdam
- Installer des biotopes en ville (eau)
- Installer des couloirs végétalisés pour la mobilité douce
- Repenser/limiter l'éclairage urbain

Préserver les espaces naturels

- Laisser les espaces verts sauvages, avec des feuilles mortes
- Remplacer le gazon
- Limiter l'accès motorisé aux espaces naturels uniquement aux professionnels de la nature (plus de véhicules motorisés récréatifs)
- Lutter contre les décharges sauvages
- Sanctuariser reconnaître juridiquement la nature: le Rhône mais aussi les grands arbres

Un accès à la nature facilité pour tous

- Garantir l'accès public aux rives du lac / Prémption publique sur les parcelles des rives du lac

Une culture respectueuse de l'environnement et de la biodiversité

- Soutenir la permaculture et l'agroforesterie

Mobiliser et engager le territoire dans la transition écologique

- Créer des structures citoyennes transfrontalières
- Revaloriser des métiers en lien avec la nature

Valoriser le Rhône

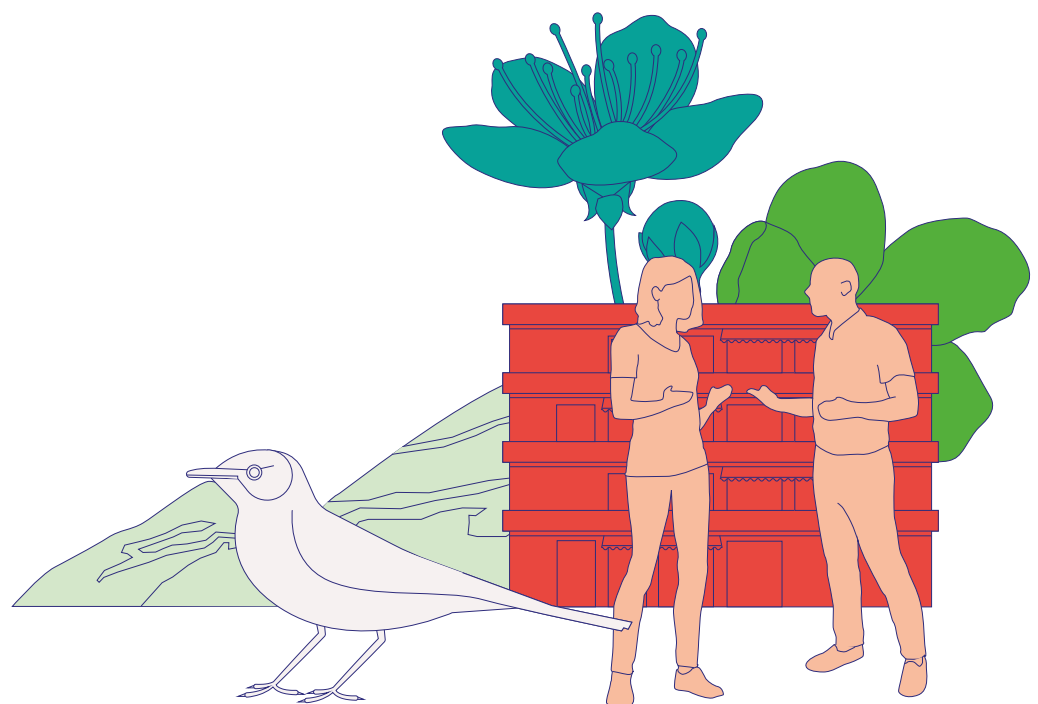
- Reconnaître juridiquement le Rhône
- Médiatiser et rendre accessibles les données sur la qualité de l'eau
- Aménager / nettoyer / retenir les berges
- Créer une Maison du Rhône
- Revaloriser le patrimoine englouti (biscuiterie) des cafés
- Mettre en place un réseau et événements le long du Rhône, lieux culturels, clubs de sports, associations de pêche, pontonniers, commerces, sauna...
- Donner une personnalité juridique au Rhône (cf. Appel du Rhône)

Spécificités territoriales

Il n'y a pas de différences de perception entre les forums sur le sujet. Les pistes d'action proposées n'insistent pas sur les mêmes points. Toutefois, la conscience de la préservation de la nature et de la biodiversité (et du Rhône en particulier) est largement partagée.

A Genève, le sentiment d'urbanisation croissante domine (et son corollaire : la spéculation immobilière).

Une vision «transfrontalière» des enjeux du Rhône semble aussi se dégager (voir Valserhône).



SYNTHÈSE THÉMATIQUE

⑥ Autres thèmes

Fiscalité / économie

Les participants souhaitent engager une réflexion sur le temps de travail. Réduire le temps de travail pourrait permettre de s'investir dans des activités de transition écologique. Il leur semble également important de reconnaître ce temps passé sur ces activités (qui ne génèrent pas du profit mais qui ont une valeur ajoutée à la société).

Pistes d'action

- Harmonisation des salaires entre la Suisse et la France

Sensibilisation

Les participants ont proposé de sensibiliser les enfants via les écoles.

Pistes d'action

- Encourager les organismes scolaires vers une éducation à la transition écologique
- Education citoyenne à la nature

Accès à la santé

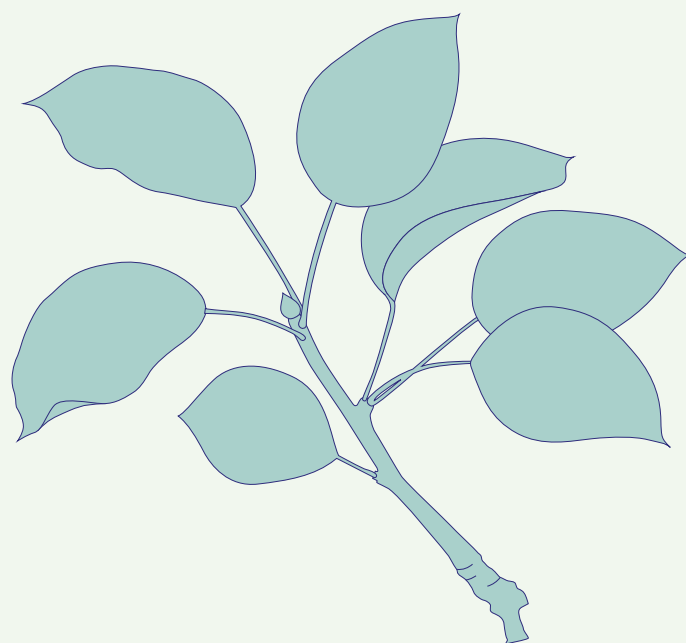
Plusieurs groupes ont évoqué l'accès inégal à la santé sur le territoire, notamment dans les zones rurales, sans pour autant développer cet axe.

Pôles d'attractivité économiques

Les participants constatent un manque de coordination et de communication entre les différents « pôles » périphériques à l'agglomération de Genève. Cela met en lumière un aspect très centralisé de la ville de Genève comme pôle économique, d'activité et d'attraction sur tout le territoire.

Pistes d'action

- Créer une zone franche Grand Genève avec un label « Grand Genève »
- Créer des pôles d'attractivité économiques dans chacune des 4 régions du territoire afin de favoriser un mode de vie à courte distance
- Créer une plateforme d'information entre les différents pôles périphériques pour partager les ressources et les services
- Des espaces de coworking en périphérie pourraient être ouverts pour permettre aux frontaliers en télétravail de ne pas se déplacer de la France à la Suisse.



Plus d'informations

<https://www.grand-geneve-en-transition.org/>